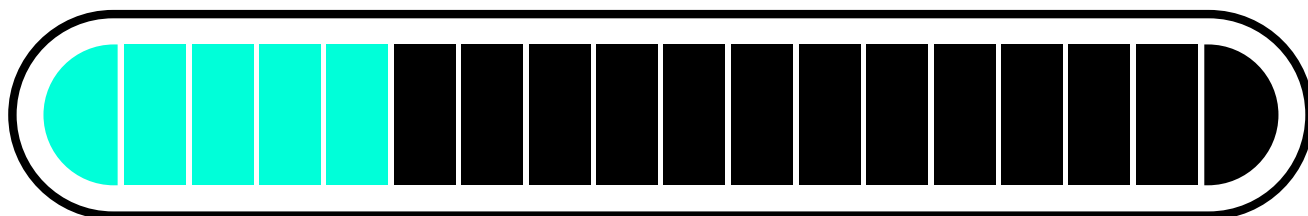


2026

ONE.ORG

LA STRATÉGIE CANADA- AFRIQUE UN AN PLUS TARD



TRANSFORMER LES MOTS EN ACTIONS



ONE est une organisation mondiale et non partisane qui lutte pour un monde plus juste, en exigeant les investissements nécessaires pour créer des opportunités économiques et améliorer la santé en Afrique.

Il y a un an, le Canada a publié sa toute première stratégie pour l'Afrique. Cette annonce a marqué une étape importante et a signalé une nouvelle reconnaissance de l'Afrique en tant que partenaire économique et stratégique pour le Canada. À l'époque, nous avons célébré cette évolution, mais nous avons également soulevé des préoccupations concernant la mise en œuvre, les investissements et d'autres éléments manquants.

Le monde a beaucoup changé au cours de la dernière année, et l'Afrique revêt aujourd'hui une importance encore plus grande. Le Canada traverse ce que le premier ministre Mark Carney a décrit comme une « rupture »¹ dans l'ordre économique mondial. Le renforcement des relations commerciales au-delà des États-Unis est désormais un objectif central de la politique économique du Canada.

L'Afrique peut contribuer à cet effort.

Le Premier ministre a déclaré que l'Afrique ne figurait pas parmi ses priorités, souhaitant plutôt se concentrer sur les régions offrant « le retour sur investissement le plus immédiat ».² Pourtant la réalité est claire : l'Afrique est la région qui connaît la croissance la plus rapide au monde et jouera un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale au cours des prochaines décennies.

- L'Afrique devrait connaître **une croissance plus rapide que l'Asie** en 2026 (4,5 % contre 4,1 %).³
- D'ici 2050, **25 % de la population mondiale** (1 personne sur 4) sera africaine.⁴

1. Forum économique mondial, janvier 2026, [Davos 2026: Special address by Mark Carney, Prime Minister of Canada](#)

2. Neil Moss, janvier 2026, [Senate committee casts doubt on feds' ability to move on Arica strategy without new funds, calls for action plan](#)

3. Fonds monétaire international, 2026, [Real GDP Growth Annual percentage change](#)

4. Andrew Stanley, septembre 2023, [African Century](#)

- La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est en train de créer la **plus grande zone de libre-échange au monde**, reliant 1,3 milliard de personnes dans 54 pays, pour un PIB combiné évalué à 3 400 milliards de dollars américains.⁵

Pour le Canada, cela représente à la fois une opportunité et une nécessité stratégique.

Une nouvelle analyse de ONE démontre que l'Afrique pourrait jouer un rôle important pour aider le Canada à atteindre son objectif de doubler ses échanges commerciaux avec ses partenaires non américains⁶ au cours de la prochaine décennie. Si le Canada concrétise sa Stratégie pour l'Afrique et adopte des politiques qui développent son engagement commercial avec le continent :

- Les entreprises canadiennes pourraient **doubler leurs exportations** vers les pays africains au cours des dix prochaines années, pour atteindre 13 milliards de dollars d'ici 2035.
- Les importateurs canadiens pourraient **doubler leurs achats** auprès des pays africains au cours des dix prochaines années, pour atteindre 20,9 milliards de dollars d'ici 2035.

Cette croissance favoriserait la transformation économique des pays africains tout en donnant aux entreprises et aux consommateurs canadiens accès à de nouveaux marchés et produits.

5. Banque Mondiale, juillet 2020, [The African Continental Free Trade Area](#)

6. Sean Boynton & Ariel Rabinovitch, octobre 2025, [Carney vows to double non-U.S. exports, says Canada must 'play to win'](#)

Nairobi, Kenya



**La réalité est claire :
l'Afrique est la région qui
connaît la croissance la plus
rapide au monde et jouera
un rôle de plus en plus
important dans l'économie
mondiale au cours des
prochaines décennies.**

UN AN PLUS TARD : OÙ EN SOMMES-NOUS?

Il est encore trop tôt pour mesurer pleinement l'impact de la stratégie, mais plusieurs éléments suggèrent que les progrès sont lents.

Le Canada a repris les négociations sur un accord de promotion et de protection des investissements étrangers (APIE) avec l'Afrique du Sud. Cela pourrait renforcer la confiance des investisseurs et créer de nouvelles opportunités pour les entreprises canadiennes opérant sur le continent.

Les relations diplomatiques se sont également intensifiées. Le Canada a nommé un observateur permanent auprès de l'Union africaine et a annoncé son intention d'ouvrir une nouvelle ambassade au Bénin et des hauts-commissariats en Zambie et au Rwanda.

Les liaisons aériennes s'améliorent également. Le Canada a récemment conclu son premier accord sur le transport aérien avec le Ghana et élargi son accord avec le Sénégal. Résultats: de nouveaux vols directs entre le Canada et des grandes villes africaines débuteront à l'été 2026, notamment entre Montréal et Dakar et entre Toronto et Accra. Ces liaisons contribueront à renforcer les liens commerciaux, touristiques et économiques.

L'institution financière canadienne de développement, FinDev Canada, a également annoncé son intention d'ouvrir son premier bureau sur le continent à Cape Town, ce qui pourrait favoriser les investissements sur les marchés africains.

De plus, le nouveau Centre pour le commerce en Afrique et les programmes de commerce et de développement en Afrique d'Affaires mondiales Canada sont désormais opérationnels. Ils offrent une approche

plus cohérente et un guichet unique pour l'engagement économique sur le continent.

Ce sont des mesures positives. Mais le Canada a encore beaucoup de chemin à parcourir.

LE CANADA EST EN RETARD

Malgré les opportunités, l'engagement économique du Canada en Afrique reste limité.

En 2024, moins de 1 % des exportations canadiennes étaient destinées aux pays africains, une part qui a peu évolué au cours de la dernière décennie.

Cependant, les choses pourraient—et devraient-- changer rapidement. La croissance démographique et l'augmentation des revenus dans de nombreuses économies africaines entraîneront une hausse de la demande de produits manufacturés, de produits agricoles et de services (secteurs dans lesquels les entreprises canadiennes sont compétitives à l'échelle mondiale).

Si le Canada renforce son engagement auprès des économies africaines où les échanges commerciaux sont inférieurs à leur potentiel, nous pourrions atteindre 13 milliards de dollars d'exportations d'ici 2035, soit plus du double des niveaux actuels.⁷ Mais pour cela il faudra porter plus

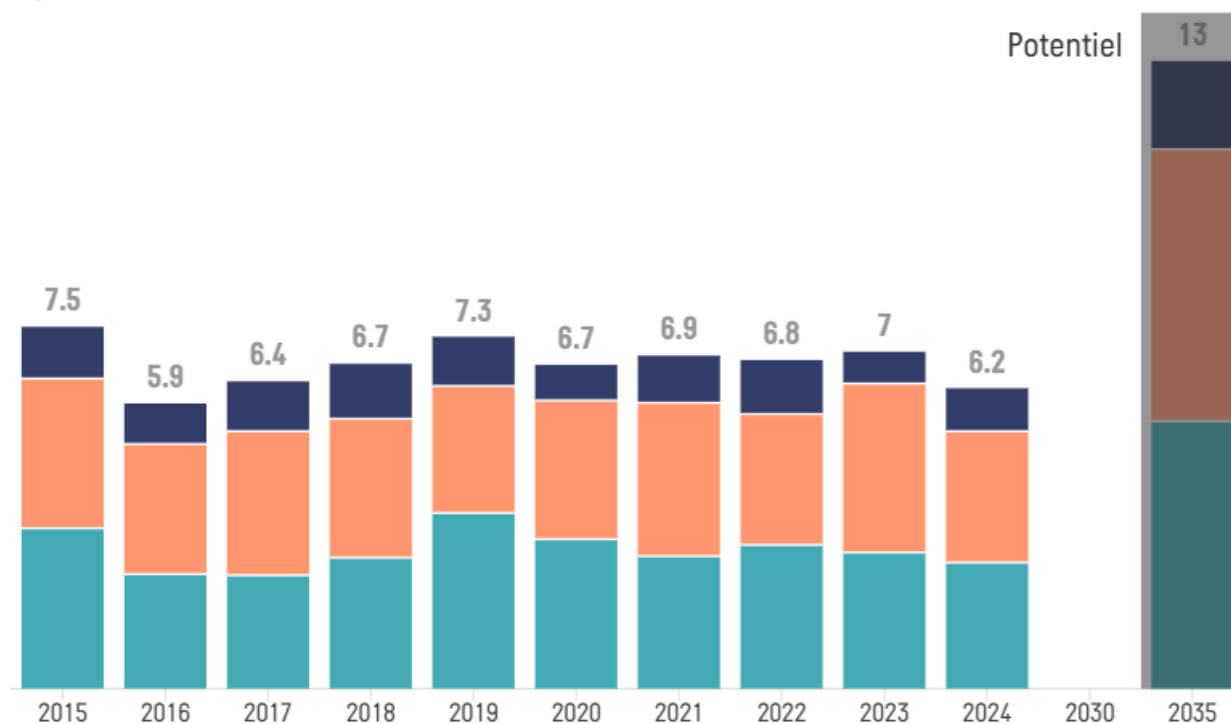
7. Le potentiel commercial avec l'Afrique en 2035 a été estimé par ONE avec l'aide de Ciuriak Consulting, à partir de la base de données sur le commerce international BACI. Les estimations appliquent le modèle gravitationnel pour montrer combien le Canada pourrait exporter (et importer) vers les pays africains s'il échangeait des produits agricoles et manufacturés au niveau prévu entre les pays en fonction de la distance, des langues, de l'histoire et de la taille économique prévue dans 10 ans. Les pays africains pour lesquels les échanges commerciaux du Canada sont déjà à leur potentiel sont maintenus constants, et le commerce des produits miniers (minéraux, combustibles, métaux et pierres précieuses) est estimé en proportion avec la croissance des autres produits, car ceux-ci ne peuvent être modélisés à l'aide de l'approche gravitationnelle. Le commerce des services n'est pas inclus en raison de données limitées.

d'attention au continent.

Les **exportations** canadiennes vers l'Afrique pourraient doubler au cours des dix prochaines années, si le gouvernement et les entreprises saisissent cette occasion.

■ Produits manufacturés ■ Produits agroalimentaires ■ Produits miniers

Exportations



Source: BACI, Valeurs potentielles pour 2035 basées sur les estimations ONE et Ciuriak (voir note de bas de page)
Toutes les valeurs sont exprimées en milliards de dollars canadiens.

ONE

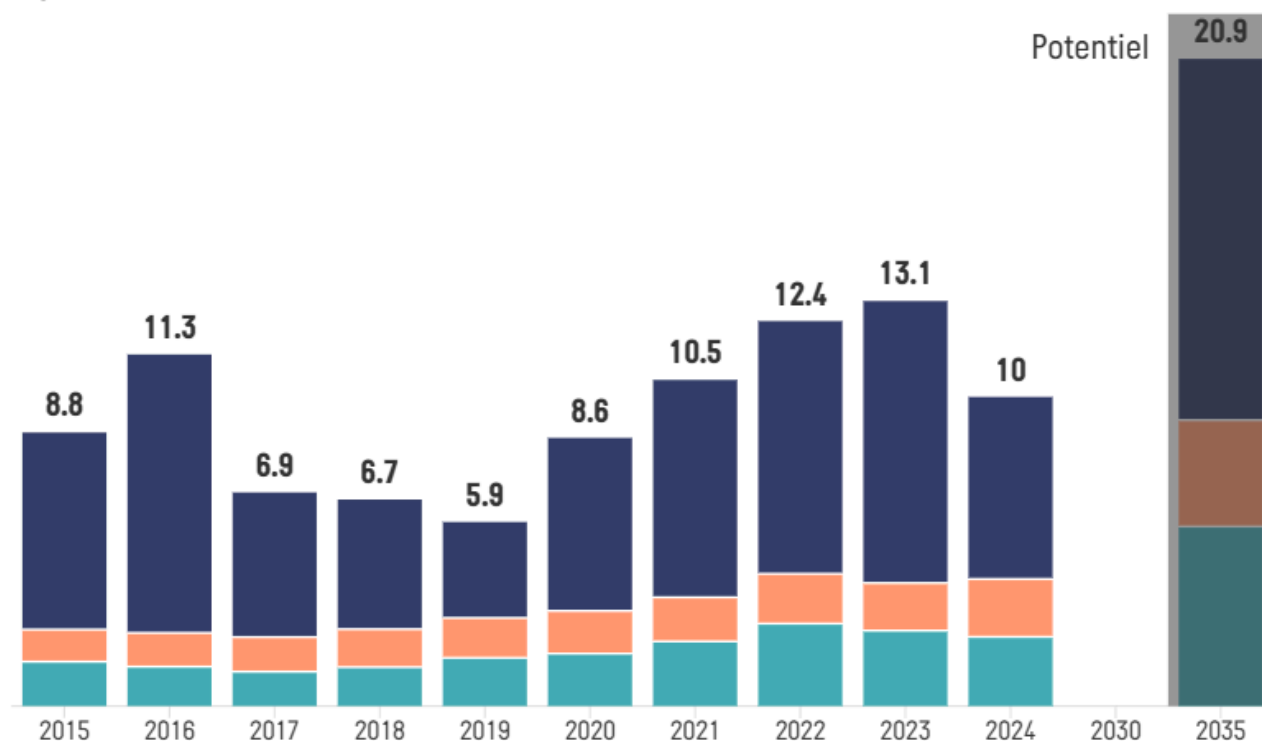
Le commerce doit également fonctionner dans les deux sens.

L'augmentation des importations en provenance des pays africains peut contribuer à diversifier les chaînes d'approvisionnement du Canada, à élargir le choix des consommateurs et à soutenir le développement économique du continent. Avec l'objectif de doubler les importations en provenance d'Afrique au cours des dix prochaines années, celles-ci pourraient atteindre 20,9 milliards de dollars d'ici 2035. Mais cela ne sera possible que si le Canada met en œuvre des mesures visant à faciliter la vente des produits africains sur son territoire.

Le commerce est une voie à double sens : le Canada pourrait doubler ses **importations** en provenance des pays africains au cours des dix prochaines années.

■ Produits manufacturés ■ Produits agroalimentaires ■ Produits miniers

Importations



Source: BACI, Valeurs potentielles pour 2035 basées sur les estimations de ONE et Ciuriak (voir note de bas de page)

Toutes les valeurs sont exprimées en milliards de dollars canadiens.

L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT RESTE IMPORTANTE

Les partenariats économiques et l'aide au développement sont étroitement liés.

Les derniers budgets fédéraux ont annoncé une réduction de 2,7 milliards

L'augmentation des importations en provenance des pays africains peut contribuer à diversifier les chaînes d'approvisionnement du Canada, à élargir le choix des consommateurs et à soutenir le développement économique du continent.



Kigali, Rwanda



de dollars de l'aide internationale sur quatre ans, ce qui soulève des inquiétudes quant à la capacité du Canada à mettre pleinement en œuvre sa stratégie pour l'Afrique. Ce fait ne peut être considéré séparément. Il aura des répercussions sur les intérêts plus larges du Canada en matière de prospérité et de sécurité.⁸

Des programmes de développement bien ciblés contribuent à créer les conditions propices à la croissance du commerce et des investissements. Les investissements dans les systèmes de santé, les infrastructures et la stabilité économique contribuent directement à la sécurité des marchés et à la fiabilité de l'environnement commercial.

Il sera donc essentiel de protéger le soutien apporté aux pays à faible revenu et touchés par des conflits (en particulier pour les programmes de santé vitaux) afin de promouvoir les intérêts généraux du Canada en matière de prospérité et de sécurité mondiale.

PASSER DE L'INTENTION À L'ACTION

La publication de la stratégie Canada-Afrique a constitué une première étape importante. La phase suivante doit se concentrer sur la mise en œuvre et s'accélérer.

La stratégie indo-pacifique du Canada offre un modèle utile. Lorsqu'elle a été lancée, cette stratégie était soutenue par un plan de mise en œuvre clair et des engagements financiers importants. Une approche similaire pourrait renforcer l'engagement du Canada envers l'Afrique.

Trois mesures pourraient contribuer à faire avancer la stratégie dans un

8. Gouvernement du Canada, mars 2025, [Canada's Africa Strategy: A Partnership for Shared Prosperity and Security](#).

avenir immédiat :

Tout d'abord, publiez un plan de mise en œuvre assorti d'objectifs

mesurables. Des objectifs clairs en matière de croissance commerciale, d'investissement et d'engagement diplomatique contribueraient à garantir que la stratégie se traduise par des résultats concrets.

Deuxièmement, organiser une mission commerciale en Afrique dirigée par le Premier ministre.

Une mission de haut niveau impliquant des entreprises canadiennes enverrait un signal fort indiquant que le continent est un marché prioritaire pour la stratégie de diversification économique du Canada.

Troisièmement, mettre en place un financement dédié pour soutenir les investissements entre le Canada et l'Afrique.

Un fonds d'investissement Canada-Afrique pourrait contribuer à mobiliser des capitaux privés, à réduire les risques liés à l'investissement et à soutenir les partenariats entre les entreprises canadiennes et africaines.

Une opportunité stratégique

L'importance économique de l'Afrique continuera de croître au cours des prochaines décennies. La Stratégie Canada-Afrique reconnaît cette réalité.

Mais les stratégies ne peuvent réussir que si elles sont appuyées par des mesures concrètes.

En agissant rapidement pour mettre en œuvre les engagements qu'il a déjà pris, le Canada peut renforcer ses partenariats économiques, diversifier ses relations commerciales et jouer un rôle significatif dans la

prochaine phase de croissance économique de l'Afrique.

À moyen terme, le gouvernement devrait créer des voies commerciales plus faciles et plus transparentes. Celles-ci devraient permettre aux entreprises canadiennes d'exporter vers les pays africains et aux entreprises africaines de vendre leurs produits ici, par exemple:

- Mandater Exportation et Développement Canada (EDC) pour soutenir les PME tant au Canada qu'en Afrique, comme elle l'a fait pour la stratégie indo-pacifique.⁹
- Envisager d'inclure quelques pays africains dans l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste.
- Envisager d'entamer des négociations pour un accord de libre-échange en bonne et due forme avec une ou plusieurs des plus grandes économies africaines.

L'aide internationale doit également être préservée pour les pays africains les plus pauvres et les plus fragiles, ainsi que pour les secteurs où son impact sur la survie des populations est le plus évident, tels que l'aide humanitaire et la santé.

Enfin, le Canada devrait tirer parti de son influence au sein d'institutions internationales telles que le G7, le G20, le FMI et la Banque mondiale pour s'attaquer aux obstacles systémiques qui entravent la transformation économique de l'Afrique, notamment le poids élevé de la dette, le coût élevé du capital et l'accès insuffisant à l'électricité.

L'opportunité est là. La prochaine étape cruciale doit transformer l'ambition en résultats.

9. Gouvernement du Canada, septembre 2025, Stratégie indo-pacifique du Canada – Progrès

Cape Town, South Africa



**Les stratégies ne
peuvent réussir que si
elles sont soutenues par
des actions concrètes.**

